

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISME SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Unifier et généraliser les luttes

(Suite de la première page)

nement et sa politique.

La solution préconisée par les ultras d'Algérie et manifestée dans les récents complots exige pour sa réalisation l'existence en France même d'une même orientation fasciste qui n'a pu encore se marquer clairement malgré la capitulation des grandes organisations de la classe ouvrière. Mais si celles-ci demeurent inertes et divisées, si les travailleurs ne les contraignent pas par un puissant mouvement à mettre un terme à la politique Mollet et à imposer une politique ouvrière en France, la bourgeoisie finira bien par profiter de cette situation pour trouver, vaille que vaille, une solution boiteuse qui sauvegarde l'essentiel de ses intérêts. Quant aux décrochages inévitables qu'elle devra opérer, elle trouvera bien le moyen d'en faire payer les frais aux travailleurs. Une solution bourgeoise à la guerre d'Algérie ne peut être que préjudiciable à la fois à la révolution algérienne et à la classe ouvrière métropolitaine.

L'insurrection algérienne de par sa nature rend difficile la recherche des « interlocuteurs valables » et des solutions de compromis avec l'impérialisme. Pour ces mêmes raisons, l'appui que lui accordent les Etats arabes et la diplomatie soviétique sont tièdes et mitigés. La seule chance et le besoin urgent du peuple algérien pour l'immédiat, c'est le soutien actif du prolétariat français. La seule chance et le besoin immédiat du prolétariat français, c'est l'arrêt de la guerre d'Algérie sur une conclusion qui, en consacrant la défaite de la bourgeoisie française, assure le démarrage en France d'une politique conforme aux intérêts des masses travailleuses.

La politique du PS et du PCF frustre à la fois le peuple algérien de ce soutien et les travailleurs français de la réalisation de cette politique.

Ce faisant, ces organisations ont trahi non seulement la cause du prolétariat et des paysans algériens, mais aussi celle de la classe ouvrière de ce pays. La Semaine d'Action — d'inaction pourrait-on dire — du PCF contre la guerre d'Algérie vient de montrer quel fossé a créé une année de soutien opportuniste et sans principe à la politique réactionnaire d'un gouvernement socialiste sous le prétexte d'un « Front Unique » qui n'avait rien à voir avec le véritable front unique de défense des travailleurs. Pourtant, à la situation apparemment sans issue qui se présente actuellement, il n'y a que cette solution: la réalisation du véritable front unique des travailleurs:

- Pour l'arrêt de la Guerre en Algérie et la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même;
- Pour une politique économique conforme aux intérêts des travailleurs;
- Pour un gouvernement au service des travailleurs contrôlé par eux dans l'accomplissement d'une politique en leur faveur.

C'est sur cet objectif que doit lutter l'avant-garde de la classe ouvrière, c'est pour l'imposer dans leur parti que doivent se battre les militants révolutionnaires du PCF.

Un Parti qui prétend diriger les masses et lutter pour le socialisme doit tout mettre en œuvre pour mobiliser et organiser la classe ouvrière contre la situation économique qui lui est faite, contre ce régime et ses valets.

UNIR, GROUPEUR, ETENDRE LES LUTTES POUR LES MENER A L'ASSAUT DE CE REGIME CROULANT.

LE BILAN ECONOMIQUE DE GUY MOLLET (Suite de la page 2)

à juillet 1955 où la moyenne de la semaine de travail était déjà de 45,5 heures. En même temps la productivité ouvrière a augmenté de 6 à 7 %.

Cette situation se déroule alors que le chômage est très réduit, le plein emploi étant assuré dans toutes les branches.

Cette période, toujours favorable aux revendications ouvrières pour arracher plus au patronat et augmenter le pouvoir d'achat, a été marquée néanmoins par un calme presque complet de la classe ouvrière, tant du point de vue de son action politique que des revendications économiques.

LE ROLE DES ORGANISATIONS OUVRIERES.

Nous ne reviendrons jamais assez sur le bilan de faillite des soi-disant « socialistes » au gouvernement. Ce bilan, très prometteur et louangeur pour une grande partie du capital français, s'est révélé une trahison immense des intérêts ouvriers.

Nous avons expliqué, au long des mois, quels étaient les facteurs qui ont permis aux Mollet-Ramadier et à la bourgeoisie de maintenir la situation.

Le soutien au gouvernement de la part du PCF en janvier 1956 et sa politique de moindre mal a été et reste en partie le principal élément de la relative stabilité de la bourgeoisie, dans une période où elle aurait été très près de sombrer avec l'Algérie et Suez sous un coup de boutoir sérieux des travailleurs.

Mais le bilan économique de 1956, les tendances du début 1957 montrent que cet état de fait ne peut persister durablement.

Les facteurs économiques sont importants, mais non suffisants pour renverser cette situation. La lutte a repris partiellement dans certains secteurs (fonctionnaires), sur des revendications économiques.

Les tendances économiques ne peuvent pas à elles seules permettre des prévisions certaines sur un renouveau des luttes en France. Elles montrent que l'on arrive à une situation où ces facteurs permettent de prévoir l'inéluctabilité d'un changement de la situation qui ne peut être que profond.

La classe ouvrière doit renverser cette situation économique pour se donner un gouvernement capable de satisfaire ses revendications et mettre un point final au régime de guerre colonialiste.

ENTRE DEUX TEMPÊTES

(Suite de la première page)

chaque circonstance importante, à s'approcher très près de l'abîme, quand la domination capitaliste est menacée sur un point important du globe.

En face d'eux, les hommes du Kremlin qui, par certains propos, montrent beaucoup d'assurance envers le monde capitaliste (vous devez mourir, nous pouvons atteindre tous les points du globe avec nos fusées...) se sont cependant trouvés, depuis les événements de Hongrie, plutôt embarrassés en face des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Ils ont bien demandé une réunion des ministres pour examiner la question du désarmement, ils ont envoyé ici une note, procédé là à une démarche, mais leur attitude manquait de conviction et contenait des éléments contradictoires. Les bureaucrates se trouvent en face d'une montée des masses dépassant toutes leurs expériences antérieures et devant cela, leur violence qui se manifeste en Hongrie ne dissimule pas les craintes qu'ils éprouvent et qui les amène à jeter du lest ailleurs.

De toute façon, eux aussi ont une neur extraordinaire d'un conflit mondial, — parce que leur règne politique serait balayé, — mais ils s'y préparent fiévreusement; et, surtout, ils ont montré qu'en face d'événements de masse menaçant leur pouvoir, ils étaient saisis de panique au point de s'engager dans des mesures qui peuvent déclencher la guerre mondiale.

En somme, le monde est plein de zones éminemment explosives. Les masses ne veulent plus subir le sort de misère et d'oppression qui leur est fait; elles savent que la civilisation moderne peut aisément assurer une vie de bien-être et de liberté à toute l'humanité. A travers des difficultés, des tâtonnements, elles vont irrémédiablement vers le socialisme. Dans ce monde qui enfante une société nouvelle, se trouvent deux directions disposant encore de ressources puissantes qui ne sont pas disposées à abandonner l'une et l'autre la scène politique, l'une agissant en gendarme du capital et l'autre en défenseur des intérêts et privilèges bureaucratiques. Ces deux directions, tout en étant pleinement conscientes de ce que pourrait avoir de meurtrier une guerre mondiale, tout en s'efforçant de serrer les freins d'une façon générale, sont prêtes à des moments donnés, en face des ruptures du statu quo, à faire délibérément du côté impérialiste et par panique du côté bureaucratique des actes qui risquent d'entraîner le monde dans un conflit mondial.

Telle est la situation à laquelle nous avons à faire face. Toutes les prétendues solutions à l'amiable, par des hommes de bonne volonté, trouvant les ajustements nécessaires pouvant contenter tout le monde, les capitalistes et les ouvriers, les impérialistes et les peuples colonisés, tous les projets de coexistence pacifique des bourreaux et des victimes, tout cela ne correspond pas à la réalité et, de ce fait, sert les dirigeants et affaiblit les masses dans leur lutte pour le socialisme.

Nous sommes dans une situation

qui n'est nullement désespérée pour l'humanité. Au contraire, la seule issue, celle à laquelle les masses tendent instinctivement, la société socialiste, se présente dans les conditions les plus favorables, sauf d'un seul point de vue: l'absence d'une direction révolutionnaire reconnue par les masses.

Il n'y a pas de doute que les armements modernes constituent d'énormes dangers pour l'humanité. Mais ce n'est pas dans une dérobade aux problèmes de la lutte révolutionnaire pour le socialisme que se trouve la garantie d'éviter à l'humanité ces dangers. Tout d'abord, le capitalisme ne peut se contenter du statu quo, de ses positions présentes, avec un tiers du monde lui échappant et disposant d'un système social beaucoup plus productif, même dans les conditions d'une gestion bureaucratique coûteuse. D'autre part, les masses elles-mêmes, avec ou sans direction révolutionnaire, se lancent dans le combat parce que leur sort actuel est intolérable et nul heureusement ne pourra les domestiquer, pas même en invoquant les dangers des bombes atomiques et autres.

En l'absence d'une direction révolutionnaire ferme, les gouvernants parviennent à contenir les mouvements ici, à les battre là, et ils utilisent le temps gagné pour prolonger leur domination. Puis, les masses, à l'énergie inépuisable, entrent à nouveau dans la bataille.

Actuellement, chancelleries à l'est et à l'ouest essayent de trouver des solutions aux problèmes qui les harassent. Mais nulle part, ni en Europe ni au Moyen-Orient, il n'y a dans les conditions présentes une solution stable.

Les événements d'octobre-novembre ont impulsé de nombreux militants révolutionnaires, les amenant, pour rester fidèles au marxisme révolutionnaire, à penser et à agir dans d'autres directions, éventuellement dans d'autres cadres que par le passé. Ces événements ne furent pas accidentels et l'accalmie actuelle n'est pas expressive de l'état réel du monde; la crise révolutionnaire de la société se traduit par une série d'étapes, de moments de très haute tension, survenant brusquement après des intervalles plus ou moins longs d'apparente stagnation dans lesquels les contradictions se développent pour venir à maturation.

Les gouvernants impérialistes et bureaucratiques s'efforcent de franchir sans trop de mal les moments de haute tension, pour pouvoir régler quelques comptes avec les masses lorsque la tempête s'est abattue. Les révolutionnaires doivent profiter de ces périodes superficiellement paisibles pour tirer toutes les conclusions des périodes antérieures, faire le bilan le plus complet des trahisons passées des directions, et amener leur pensée et leur action au niveau des exigences réelles de la situation, des caractères profondément révolutionnaires de la situation, des forces énormes des masses en face des gouvernants et des appareils et, ainsi préparés, pour agir avec l'efficacité maxima dans les moments de crise révolutionnaire.